
Robert Solow, Jean-Philippe Touffut (dir.), *La fragmentation du travail. État, entreprises et marchés face à la spécialisation des économies. Colloque du Centre Cournot*

Paris, Albin Michel, coll. « Collection présentée par Robert Solow », 2011

Raul Sampognaro



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemploi/5724>

DOI : 10.4000/travailemploi.5724

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2012

Pagination : 137-139

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Raul Sampognaro, « Robert Solow, Jean-Philippe Touffut (dir.), *La fragmentation du travail. État, entreprises et marchés face à la spécialisation des économies. Colloque du Centre Cournot* », *Travail et Emploi* [En ligne], 131 | 2012, mis en ligne le 01 décembre 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/travailemploi/5724> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/travailemploi.5724>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares)

Robert Solow, Jean-Philippe Touffut (dir.), *La fragmentation du travail. État, entreprises et marchés face à la spécialisation des économies. Colloque du Centre Cournot*

Paris, Albin Michel, coll. « Collection présentée par Robert Solow », 2011

Raul Sampognaro

RÉFÉRENCE

Robert Solow, Jean-Philippe Touffut (dir.), *La fragmentation du travail. État, entreprises et marchés face à la spécialisation des économies. Colloque du Centre Cournot*, Paris, Albin Michel, coll. « Collection présentée par Robert Solow », 2011, 278 p.

- 1 Depuis *La richesse des nations* d'Adam Smith (1776), les économistes ont considéré la notion de division du travail comme un des principaux éléments structurant leur vision de la vie sociale. Ainsi, selon Smith, la division du travail serait un facteur de cohésion collective, du fait des importants gains qu'elle engendre à travers la spécialisation des individus, rendue possible par la simplification des opérations, et l'élimination des pertes de temps entre la réalisation de différentes tâches. En outre, elle faciliterait les améliorations des processus mis en œuvre.
- 2 Dans l'introduction du livre, Robert Solow et Jean-Philippe Touffut placent la notion de division du travail dans une perspective large. Ils rappellent que son développement s'expliquerait par l'existence de complémentarités (entre individus, tâches, entreprises, pays) et de rendements d'échelle croissants. Ces facteurs s'adaptent mal au cadre de pensée théorique marginaliste issu du courant de pensée néoclassique, traditionnellement mobilisé par les économistes, reposant sur la substituabilité des

facteurs et les rendements d'échelle constants. Ainsi, remettre au centre de la réflexion les complémentarités s'avère, selon les auteurs, fondamental pour comprendre les mutations économiques et sociales en cours. En dépit de la vision large ouverte dans le chapitre introductif, seule la contribution de Shelly Lundberg garde cet angle d'étude car, à partir du troisième chapitre, le sujet du livre est la mondialisation et la participation des pays à la division internationale du travail.

- 3 Dans le deuxième chapitre, Lundberg présente l'impact des évolutions démographiques récentes (allongement de la scolarisation des femmes, baisse de la fécondité, report de l'âge du mariage) sur le marché du travail et son organisation (répartition des postes, causes du « plafond de verre », multiplication des temps partiels féminisés), mais aussi sur le fonctionnement des couples et sur la croissance économique. En effet, la féminisation du marché du travail n'a pas simplement un effet direct sur la production mais a aussi des impacts qualitatifs sur le temps consacré à l'éducation des enfants. L'argumentation est cohérente avec les résultats de Gosta Esping-Andersen et Bruno Palier¹ : l'emploi salarié féminin augmente les ressources monétaires des femmes, phénomène empiriquement corrélé positivement avec le temps consacré à l'éducation des enfants par les mères mais aussi, par le biais de la redistribution des jeux de pouvoir au sein du couple, par les pères. Ceci se traduit *in fine* par des meilleurs résultats scolaires des enfants, améliorant ainsi à terme la qualification de la main-d'œuvre d'un pays et stimulant la croissance économique potentielle.
- 4 À partir du troisième chapitre, le livre se consacre exclusivement à l'analyse de la division internationale du travail. Deux constats d'ensemble sont dressés. D'une part, la fin du bloc soviétique ainsi que les politiques de libéralisation menées dans les pays émergents ont provoqué l'intégration de nouveaux pays à l'économie mondiale et ont eu pour conséquence l'incorporation massive d'une nouvelle main-d'œuvre dans l'économie marchande de sorte que les équilibres mondiaux s'en sont trouvés modifiés. D'autre part, ce phénomène, concomitant d'une révolution technologique, notamment dans l'informatique et la communication, a permis de modifier les formes d'organisation des processus de production en les fragmentant. Ainsi, un bien peut franchir plusieurs frontières, subir des transformations dans chacun des pays traversés avant de parvenir entre les mains du consommateur final².
- 5 Un premier groupe de contributions permet de cadrer historiquement l'émergence de la mondialisation des échanges et son impact sur le produit intérieur brut (PIB) par habitant d'un pays. Richard Cooper décrit les processus d'intégration de la Chine et de l'Inde à l'économie-monde. Jan Fagenberg montre les effets de l'ouverture économique sur la convergence des PIB par habitant. Ce chapitre, qui montre la difficulté de trouver une relation causale entre ouverture internationale et nivellement des niveaux de vie, met l'accent sur le type d'ouverture qui devrait être favorisé. Si la mondialisation rend possibles d'importantes avancées technologiques, tous les pays ne sont pas en mesure de les incorporer à leurs processus productifs. Selon l'auteur, la seule libéralisation des échanges peut ne pas suffire pour permettre aux différents pays de bénéficier des potentialités ouvertes. Des infrastructures adaptées, notamment éducatives, et des institutions qui favorisent la mise en réseau des organisations sont nécessaires afin que les gains puissent se diffuser dans l'ensemble du tissu productif. Le texte de Valentina Meliciani vient en appui de ce dernier constat en montrant les complémentarités entre la réussite industrielle (mesurée par la capacité exportatrice) et le développement du secteur des services, particulièrement des services à forte intensité de connaissances.

- 6 Les contributions d'Elhanan Helpman et de Peter Nunnenkamp sont consacrées aux politiques publiques que les États peuvent mettre en œuvre afin de tirer avantage au mieux de la mondialisation. Le chapitre rédigé par Helpman, qui traite des effets de l'hétérogénéité des réglementations du travail entre pays comme source d'avantage comparatif, est le seul à portée théorique : sa lecture nécessite un minimum de connaissances préalables sur les méthodes de modélisation employées par les économistes. Le lecteur notera que la flexibilisation unilatérale dans un seul pays modifie les prix relatifs entre deux pays, notamment dans le secteur manufacturier, et entraîne une baisse du bien-être au sein des populations de ses partenaires commerciaux. Ce résultat s'avère particulièrement intéressant au regard des débats récents concernant les réformes du marché du travail en Allemagne (« Agenda 2010 »³ sous le gouvernement Schröder) et leur impact sur les déséquilibres à l'intérieur de la zone euro.
- 7 La contribution de Nunnenkamp est plus ciblée sur les réformes que peuvent mettre en place les pays en voie de développement pour attirer des investissements directs à l'étranger (IDE). L'auteur constate, de façon un peu amère, que les données ne permettent pas d'établir une stratégie claire. Les traités bilatéraux d'investissement seraient ainsi particulièrement peu performants dans les pays les plus pauvres. Les firmes multinationales semblent de plus en plus attirées par des cadres institutionnels stables qui encouragent l'incorporation et l'adaptation des technologies les plus modernes. L'investissement institutionnel qu'un pays doit réaliser est très important, et un seul traité ne peut s'y substituer.
- 8 Enfin, le livre se termine avec une table ronde réunissant des acteurs de premier ordre (de l'administration, du monde des affaires et du milieu universitaire) qui mettent en perspective les évolutions décrites par les contributions individuelles. Martin Baily présente les changements structurels que la mondialisation des échanges a imposés à l'économie américaine et leurs conséquences sur les évolutions d'après-crise. En effet, l'économie américaine restructurée peine à créer des emplois (« *jobless recovery* ») de sorte que, selon Baily, il est urgent de recréer une base manufacturière domestique, source d'innovations et d'interactions entre entreprises. Ensuite Jean-Louis Beffa, s'appuyant sur son expérience de PDG d'un groupe multinational, dresse une classification des stratégies des États face à la mondialisation : réactions libérale, mercantiliste, rentière et autocentrée. Ces stratégies seraient sources de déséquilibres macroéconomiques mettant en jeu les excédents des pays à stratégie mercantiliste (Chine, Allemagne) et les déficits dans les pays libéraux (États-Unis, France, Royaume-Uni), qui seraient à la racine de la crise de 2008. Finalement, et ce point mériterait d'être approfondi par les chercheurs en économie, Beffa distingue les grandes entreprises qui ont une stratégie multirégionale de celles qui développent une stratégie multinationale ou intégrée. Finalement, Bina Agarwal rappelle que la réponse aux besoins alimentaires générés par la très forte croissance démographique⁴, notamment dans les pays pauvres, constituera un des principaux défis auquel fera face l'humanité au cours des années à venir. Selon l'auteur, il sera nécessaire de réorganiser à l'échelle mondiale la production agricole afin d'assurer l'augmentation de la production, de stabiliser la disponibilité des ressources et d'en améliorer la distribution.
- 9 Le sujet fédérateur des contributions dédiées à la mondialisation est celui de la compétitivité et des politiques publiques susceptibles de l'améliorer. La compétitivité telle que les auteurs l'entendent ici recouvre un sens plus large que celui normalement

retenu dans les débats publics qui la cantonnent souvent à une controverse sur le coût du travail. Les différentes contributions mettent l'accent sur le rôle des institutions dans les processus économiques et sociaux ; toutefois cette notion n'est jamais clairement définie⁵, ce qui fait que les contributions peuvent manquer de diversité dans leur approche, leurs résultats et leurs conclusions en termes de politiques publiques.

- 10 Le lecteur peut regretter l'abandon de l'approche des deux premiers chapitres qui traitent la question de la division du travail de façon globale. Il manque aussi une analyse critique des données. Une partie de la division du travail observée dans les données provient en effet simplement d'une modification des formes légales prises par les relations contractuelles : abandon de la relation salariale et appel à la sous-traitance via l'intérim et / ou pour des activités de services telles que la sécurité, le nettoyage, etc. Selon Lilas Demmou⁶, 25 % de la baisse des emplois industriels observée en France entre 1980 et 2007 s'expliqueraient par cette requalification des tâches, sans réel changement de contenu. Cette évolution des formes légales aurait mérité un chapitre pour enrichir le contenu du livre. Par ailleurs, il aurait été intéressant de mener une discussion sur l'ampleur des réorganisations des entreprises, hors questions juridiques. La baisse des coûts de transaction permettrait, théoriquement, l'abandon de formes intégrées au profit de nouvelles formes d'organisation, mieux organisées en réseau⁷ et faisant de plus en plus appel à la concurrence (entre salariés, fournisseurs). Ces relations passeraient de moins en moins par le contrat et de plus en plus par le marché. Il est possible de se demander si cette nouvelle organisation est une réelle source de flexibilité et de gains de productivité, ou une simple redistribution des revenus et des pouvoirs de négociation entre acteurs dans l'entreprise.
- 11 La *Fragmentation du travail* intéressera particulièrement les lecteurs souhaitant approfondir leurs connaissances sur la notion de compétitivité d'un pays. La définition de compétitivité retenue dans l'ouvrage est très large dans la mesure où elle dépendrait, entre autres, de facteurs microéconomiques (stratégie des firmes), macroéconomiques (institutions du marché du travail), sociaux (mode de garde des enfants) ou politiques (application du droit). Tout ceci fait à la fois la richesse de l'ouvrage et sa faiblesse car il s'avère difficile d'extraire des conclusions en matière de politique publique mobilisables par le citoyen ou le décideur public.

NOTES

1. Gosta Esping-Andersen, Bruno Palier, *Trois leçons sur l'État-Providence*, Paris, Seuil, coll. « La république des idées », 2008.

2. Voir les exemples célèbres des jouets dans Robert C. Feenstra, « Integration of trade and disintegration of production in the global economy », *Journal of economic perspectives*, 1998, vol. 12, n° 4, pp. 31-50, ou des iPad dans Yuqing Xing, « How the iPhone widens the US trade deficit with China », 10 avril 2011, VoxEU.org ; article consulté le 9 novembre 2012 sur : <http://www.voxeu.org/article/how-iphone-widens-us-trade-deficit-china>

3. Ensemble de réformes lancées à partir de 2003 modifiant particulièrement la réglementation du marché du travail (facilitation du droit au licenciement, réforme du contrat à durée

déterminée) et le système d'assurance chômage (fusion de l'assurance chômage et de l'assistance sociale, diminution des droits ouverts par l'assurance chômage). Pour plus de détails sur les réformes et ces effets OCDE, « Poursuivre les réformes en vue de pérenniser les progrès réalisés sur le marché du travail », in *Études économiques de l'OCDE : Allemagne 2008*, Paris, OCDE, 2009.

4. Selon les perspectives de population réalisées par l'ONU, il y aurait une population de 9 milliards d'habitants à l'horizon 2050.

5. Voir Douglass C. North, *Structure and change in economic history*, London, W. W. Norton, 1981, ou, pour un traitement plus moderne, Daron Acemoglu, James A. Robinson, *Why nations fail: the origins of power, prosperity and poverty*, London, Profile, 2012.

6. Lilas Demmou (2010), « Le recul de l'emploi industriel en France de 1980 à 2007 : quelle est la réalité ? », *Trésor Eco*, n° 77.

7. Manuel Castells, *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 2001.

AUTEURS

RAUL SAMPOGNARO

Centre de recherche en économie et statistique (CREST)